RHÔNE

LE DÉPARTEMENT

Service social d'aide aux émigrants (SSAE) bureau départemental du Rhône

1940-1997

99 J 1-49

Établi par Julien Mathieu, Thibaud Vigneresse et Quentin Vitart,
étudiants en Master 2 professionnel Métiers des Archives
(Université Jean Moulin – Lyon III),

2007

ARCHIVES

Introduction

Référence : FR AD 69/99 J
Intitulé : Archives du bureau départemental du Rhône du Service social d'aide aux émigrants (SSAE).
Dates : 1940-1997.
Niveau de description : Fonds.
Importance matérielle et support de l'unité de description : l'ensemble représente 1,2 ml. Il est constitué exclusivement de documents sur support papier.

Nom du producteur

Bureau départemental du Rhône du Service social d'aide aux émigrants (SSAE) et Comité de liaison des organisations du Rhône pour l'accueil des travailleurs étrangers (CLORATE).

Histoire administrative

Le Service social d'aide aux émigrants (SSAE) est l'émanation, au cours des années 1920, de l'International Social Service (ISS), lui-même fruit de l'action internationale de la Young Women's Christian Association (YWCA). Cette dernière est une organisation protestante de bienfaisance, établie à Londres en 1894. Elle s'intéresse à l'origine aux problèmes posés aux femmes rejoignant leur famille émigrée aux États-Unis. Après la fin de la première guerre mondiale, ses dirigeantes estiment nécessaire d'engager une action globale en direction des familles émigrées, pour encadrer les flux migratoires à l'échelle mondiale. Elles proposent alors aux différentes associations œuvrant dans le même sens de rassembler des éléments d'information et d'initier une action internationale. Leur première étude, The Welfare of Migrants, porte sur 18 pays, dont l'Allemagne, la Pologne et la Tchécoslovaquie comme pays d'origine, la France et la Suisse comme pays de transit. Leurs études sont ensuite transmises à la Société des nations (SDN) et au Bureau international du travail (BIT). Elles établissent également des services sociaux des migrants dans des endroits clés (Athènes, Constantinople, Prague, Varsovie, Paris, Marseille, Cherbourg, Le Havre, Anvers).

La YWCA constitue bientôt un comité de patronage et obtient une subvention du Laura Spelman Rockefeller Memorial afin de créer un organisme international, apolitique et non-confessionnel : l'International Social Service (ISS ou SSI : Service social international). Les services sociaux des migrants déjà existants sont alors réorganisés en branches du service social international.

La branche française du SSI, nommée SSAE, s'occupe dès 1921, sous l'initiative de Mme Chevalley, de l'installation en France des migrants qui n'ont pas réussi à rejoindre les États-Unis. Par la suite, avec la baisse du flot de « transmigrants », le SSAE se penche davantage sur la question des travailleurs étrangers recrutés par la France et, en 1939, il est chargé d'organiser le Service social de la main d'œuvre étrangère (SSMOE), afin d'étendre son action aux départements. Le SSMOE, bureau du ministère du Travail depuis 1917, devient ainsi une section du SSAE et se charge de faciliter localement l'adaptation et l'implantation des immigrés.

Le SSAE est organisé en services régionaux, eux-mêmes subdivisés en bureaux départementaux. Celui du Rhône est organisé en août 1940 pour pallier la fermeture des bureaux du SSAE, situés en zone Nord. Il est le premier à être ouvert après le bureau « pionnier » de Marseille (1921) et le siège parisien (1926). Cette création doit beaucoup à la personnalité de Marcelle Trillat, assistante sociale au SSAE parisien qui, réfugiée chez ses parents dans la capitale rhodanienne, se démène pour maintenir la vie du SSAE en zone non occupée. L'organisation se fixe alors au 96 de la rue Garibaldi.

Le bureau départemental produit des dossiers d'enquêtes sous forme de rapports ou de dossiers spécifiques à certaines populations. A l'origine, le bureau de Lyon du SSAE a développé un travail de

terrain auprès des populations de migrants vers Marseille, puis se retrouve impliqué dans les camps d'internement mis en place par Vichy. Face aux persécutions, le SSAE de Lyon s'engage graduellement dans des réseaux de résistance, permettant notamment de sauver plusieurs milliers de personnes à la veille de la rafle de Vénissieux (août 1942). En juin 1944, l'ensemble du bureau est arrêté et incarcéré à Fort Montluc. Ses dirigeantes, en particulier Marcelle Trillat et Denise Grunewald, sont torturées et échappent de peu à la déportation.

Cette action permet au SSAE de bénéficier à la Libération d'une considération nouvelle : c'est à lui seul que le nouveau ministre du Travail confie, dès septembre 1944, le soin du « contrôle social des migrants ». Cependant, le bureau de Lyon entre pour quelques mois en léthargie (Marcelle Trillat prend la tête du bureau parisien, qui reprend le contrôle du réseau national) avant qu'une nouvelle équipe ne se mette en place autour de Mlle Vial.

Les années d'après-guerre sont marquées par le traitement du retour des déportés et prisonniers, avant que divers conflits mondiaux n'apportent leurs nouveaux lots de personnes déplacées.

Le bureau de Lyon se singularise néanmoins à nouveau au cours des années 1970, en renouant avec sa tradition d'engagement. Mlle Vial et le bureau départemental participent en effet à la création, en 1970, d'un Comité de liaison des organisations du Rhône pour l'accueil des travailleurs étrangers (CLORATE). Outre le SSAE, ce comité regroupe une quinzaine d'associations (dont la CIMADE et Accueil et Rencontre) pour peser sur l'orientation des politiques d'immigration et coordonner localement les actions d'aide sociale. Le CLORATE mène ainsi diverses campagnes de mobilisation auprès des pouvoirs publics, tout en développant des actions ciblées auprès des personnes immigrées (cours d'alphabétisation ou bulletins radiodiffusées d'information). Mlle Vial siège dans le bureau de la nouvelle association (secrétaire de 1970 à 1973). L'expérience est néanmoins interrompue dès 1973, suite aux divergences de nature politique survenues au sein du Comité.

La signature d'une convention avec l'État en 1976 pour mettre en place un nouveau dispositif public restreint bientôt ce travail de proximité. Travaillant désormais sur l'aspect législatif de l'accueil des migrants et de leur insertion par le travail, le SSAE voit progressivement se développer autour de lui des associations ayant des domaines d'intervention plus spécialisés.

En 2005, les missions confiées au SSAE sont transférées, par la loi de programme pour la cohésion sociale, à l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrants (ANAEM). Le nouvel opérateur fusionne alors l'Office des migrations internationales (OMI), établissement public administratif, et le SSAE, association déclarée d'utilité publique. Toutefois, le SSAE comme association existe toujours et certains de ces bureaux départementaux sont encore actifs.

Historique de la conservation

Le bureau rhodanien du SSAE à connu plusieurs déménagements (rue Garibaldi, rue Vendôme, rue d'Aubigny, à Lyon), à la faveur desquels des destructions renouvelées ont eu lieu. En outre, suite à plusieurs dégâts des eaux, des documents ont été gravement endommagés et ont dû être détruits. Suite à la modification de son statut en 2005, le SSAE s'est engagé dans une vaste politique de versement aux services publics d'archives : les archives du siège parisien ont ainsi été versées au Centre des archives contemporaines, à Fontainebleau, alors que de nombreux bureaux départementaux, comme celui du Rhône, se sont tournés vers les services départementaux d'archives de leur ressort.

Modalité d'entrée : dépôt en date du 5 janvier 2006.

Présentation du contenu

Le fonds, couvrant principalement la seconde moitié du XXe siècle, est subdivisé en deux sous fonds distincts. Il comprend en premier lieu les documents émanant du bureau départemental du SSAE proprement dit et de ses structures internes (comme le SSMOE) et rendant compte de ses activités depuis 1940 (rapports, notes administratives, etc.). Toutefois, la majorité des documents concernant les actions d'aide à certaines catégories de migrants datent des années 1950. Le repli du travail du SSAE sur l'aspect législatif de l'accueil des migrants à partir des années 1970 se traduit par une documentation liée à ce travail.

Le fonds se compose en second lieu des documents produits par le CLORATE, auquel le SSAE du Rhône adhère. La secrétaire du SSAE, Mlle Vial, occupe également cette fonction au sein du CLORATE, ce qui semble expliquer la présence de ces documents dans le fonds. Ce sous fonds se subdivise lui-même entre les documents reflétant la vie du comité, de forme associative, et ceux concernant ses diverses entreprises de mobilisation de l'opinion et des élus, engagées au cours de sa brève existence. En outre, ses actions concrètes en direction des immigrés, et en particulier la mise en place d'émissions de radio en diverses langues, donnent lieu à une conséquente production documentaire.

Évaluation, tri, éliminations, sort final

L'ensemble du fonds est conservé de manière définitive. Les éliminations qui y ont été effectuées ont porté essentiellement sur les doubles de correspondance, sur de petits papiers sans date ni référence sur lesquels figuraient des notes manuscrites brèves.

Accroissements

La césure temporelle qui existe au sein du sous fonds du SSAE (entre des documents produits dans les années 1950 et d'autres dans les années 1990) laisse penser que les structures ayant succédé au SSAE sont encore détentrices d'une partie de ses archives. L'ANAEM est donc susceptible de remettre à terme ces différents documents aux Archives. Il s'agira alors d'un versement administratif et non d'une entrée par voie extraordinaire, comme c'est le cas pour la structure associative qu'est le SSAE (archives publiques et non privées).

Le CLORATE ayant été dissout en 1974, le sous fonds correspondant est donc théoriquement clos. Néanmoins, la FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés), qui lui a succédé pour l'organisation des émissions radiodiffusées, détient certainement une partie des documents concernant cette action particulière.

Mode de classement

Lors de sa remise le fonds était classé comme suit : organisation du SSAE puis du CLORATE ; actions spécifiques du CLORATE en collaboration avec l'ORTF puis les actions spécifiques du SSAE pour l'aide aux réfugiés.

Le classement opéré ensuite tient compte de la distinction entre le SSAE et le CLORATE, dans lequel le SSAE n'est qu'un membre. La première partie est donc relative au bureau départemental du SSAE et distingue la vie interne de la structure, ses activités sociales spécifiques et la documentation accumulée pour les mener à bien. La seconde partie, concernant le CLORATE, fait la part entre la vie de l'organisation, association déclarée en préfecture du Rhône en 1973, ses structures, sa gestion et par ailleurs ses activités dans l'espace public. Le plan de classement se plie néanmoins à une contrainte liée à la forme matérielle de certains dossiers. La secrétaire du CLORATE a ainsi produit des dossiers par année, ayant une organisation interne chronologique, sans considération des divers objets des documents. Ces différents documents ayant été reliés les uns aux autres au sein de chemises, il a été décidé de respecter cette organisation interne, d'autant qu'il est apparu matériellement impossible de séparer les différents documents ainsi assemblés et ce, malgré la dimension non neutre du support de conditionnement. C'est ici le respect de l'ordre interne et surtout de l'intégrité des documents qui a imprimé sa marque au plan de classement.

Conditions d’accès

Le fonds, composé d'archives privées, se trouve dans bon état matériel, malgré la présence de chemises non neutres dans le sous fonds du CLORATE, qu'il n'a pas été possible de remplacer. Le reconditionnement aurait en effet pu nuire à intégrité des documents reliés à ces chemises par les soins de la secrétaire du CLORATE.

Les conditions d'accès sont fixées au contrat de dépôt.

Conditions de reproduction

Le déposant donne une autorisation permanente de reproduction des documents déposés, sauf en cas d’exploitation à des fins commerciales ; dans ce cas, l’autorisation écrite du déposant sera requise.

Langues et écritures

Le SSAE comme le CLORATE agissant auprès des populations immigrées, le fonds est composé de documents en diverses langues. Si la majorité des documents est en français, on en trouve également en langue anglaise, arabe, espagnole, grecque, hongroise, italienne, portugaise, serbo-croate et turque. Les émissions produites par le CLORATE sur l'antenne de l'ORTF s'adressaient en effet aux différentes populations immigrées dans leur langue d'origine. Les textes des émissions emploient donc également les alphabets des différentes langues (cyrillique et arabe, en particulier).

Contraintes liées à la nature du support

Sans objet.

Instrument de recherche existant

Le fonds a fait l'objet d'une brève notice descriptive lors de sa remise, laquelle figure en annexe du contrat de dépôt.

Existence et lieu de conservation des originaux

Les archives du SSAE du Rhône sont déposées aux Archives départementales du Rhône (section ancienne), 8 chemin de Montauban 69005 Lyon France.

Existence et lieu de conservation des copies

Il n'existe pas de copies à notre connaissance. Néanmoins, les relations étroites qui unissent les bureaux départementaux du SSAE avec le siège parisien laissent envisager l'existence de copies, transmises pour information, dans le fonds conservé au CAC.

Sources complémentaires

A. Sources complémentaires aux Archives départementales du Rhône

Les fonds concernant l'encadrement de l'immigration par les administrations se situent en série W. Le partenaire privilégié du SSAE, comme du CLORATE, est en effet la préfecture et en particulier son service de liaison pour la promotion des migrants. Il convient donc de se reporter aux sous séries suivantes :

45 W. Préfecture, première division, premier bureau (Police générale). (1939-1960). [inventaire numérique imprimé disponible].

182 W. Cabinet du préfet, affaires régionales. [inventaire dactylographié disponible].

248 W. Préfecture, Affaires musulmanes. Versement du service de liaison pour la promotion des migrants du Rhône. [inventaire numérique imprimé disponible].

B. Sources complémentaires dans d'autres services publics d'archives

1) *Archives centrales du SSAE et du SSI (*1920-2000), déposées au Centre des archives contemporaines, à Fontainebleau (Seine-et-Marne).

2) Archives du SSAE ou relatives à son action, déposées dans les centres d'archives publiques :

AD ALLIER

738 W 23 Service social de la main-d'œuvre étrangère, comité départemental : comptes rendus, correspondance (1931-54). - Circulation des Français et des étrangers : dossier (1944)

AD AUDE

1391W 17. Dossiers à l'appui de demandes de subventions départementales par des associations ou des organismes (bilans financiers et d'activités...) : [...] Service social d'aide aux émigrants (S.S.A.E.). 1956-1970

Fonds postérieurs à 1962, Préfecture. Conseil Général (Secrétariat de l'assemblée). Rapports des chefs de service sur le Service social de la main-d'œuvre étrangère (S.S.M.O.E.) puis sur le Service social d'aide aux émigrants (S.S.A.E.). - Rapports d'activité sur les réfugiés du Sud-Est asiatique et l'action de la Fédération audoise des œuvres laïques en leur faveur.

AD AVEYRON

35 W 5 Service social de la main-d'œuvre étrangère : comptabilité. S.d., vers 1945-1960

Comité départemental du Service social de la main-d'œuvre étrangère (S.S.M.O.E.).

CCI BOUCHES-DU-RHÔNE

ML : étrangers et immigration

ML .4275 Service social de la main-d'œuvre étrangère à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône. 1939-1959

AD BOUCHES DU RHÖNE

M 14 commerce, industrie, travail 1940-1980

M 14 3851Service social de la main-d'œuvre étrangère. 1948-1958

X1 1851. Service social de la main-d'œuvre étrangère. 1938-1966

AD CORREZE

4 M 132. Étrangers : suspects ; propagande ; associations nationales, socialistes et fascistes ; mesures d'épuration (1934-1940) ; instructions ministérielles concernant les protégés français « marocains, tunisiens, syriens, libanais » (1934-1939) ; projet de création du comité départemental du Service social de la main-d'œuvre étrangère (1937-1940) ; régime administratif et cartes de tourisme (1936-1938). 1934-1940

AD CREUSE

Direction de la réglementation de l'administration générale, service de la coordination et de l'action économique. 74W 3. Conditions et relations de travail : [...] livrets d'ouvriers ; service social international. 1952-1966

AD HAUTE-GARONNE

Travail, protection des travailleurs1353/41Main-d'œuvre étrangère : législation ; arrêtés ; circulaires ; protection de la main-d'œuvre nationale ; comités départementaux du service social de la main-d'œuvre étrangère ; office départemental de placement. 1932-1941

Autres nationalités. Régime général des étrangers résidant à Toulouse : correspondance du préfet avec le ministre de l'Intérieur et le directeur général de la sûreté nationale, sur le régime des ressortissants étrangers résidant dans la région toulousaine (décembre 1944-décembre 1947) ; notes d'information du commissaire principal des Renseignements généraux de Toulouse sur les activités du Comité d'action et de défense des immigrés et de l'Association des engagés volontaires étrangers de Toulouse (décembre 1944-mars 1946) ; texte de l'arrêté du 1er juin sur les comités départementaux du service social de la main-d'œuvre étrangère (1945). Décembre 1944-décembre 1947

Camps de Noé et du Récébédou, organisation générale : gestion du service de santé ; approvisionnement en médicaments et matériel sanitaire ; police sanitaire ; Service social d'aide aux émigrants ; demandes d'autorisation de visite aux camps. 1941-1943

1353/41Main-d'œuvre étrangère : législation ; arrêtés ; circulaires ; protection de la main-d'œuvre nationale ; comités départementaux du service social de la main-d'œuvre étrangère ; office départemental de placement. 1932-1941

AD HERAULT

Fonds du commissariat à la lutte contre le chômage devenu service d'encadrement de la main-d'œuvre (1940-1946). Groupement n° 3 de main-d'œuvre étrangère devenu contrôle interrégional de la m.o.e. Contrôle interrégional pour les départements de l'Aude, de l'Aveyron, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère, des Pyrénées-Orientales et du Tarn. 15W33. Service social d'aide aux émigrants; correspondance relative à des demandes d'appartenance à des formations de travailleurs étrangers. 1945-1946

AD HAUTE MARNE

Préfecture, 1e division, 3e bureau. 471 W 11143. Comité départemental du service social de la main-d'œuvre étrangère: instructions ; correspondance. 1940-1952

AD MEUSE

126 MP 6. Service social d'aide aux immigrants : affaires diverses. 1932-1944

AD MOSELLE

Préfecture, cabinet du préfet, direction de la réglementation bureau des étrangers. 1394W 32. Service social de la main-d'œuvre étrangère. 1948-1952

AD PAS DE CALAIS

Préfecture, directions

1 W 1063 : comité départemental d'aide et de protection des femmes immigrantes employées en agriculture (1934-1938) ; main-d'œuvre féminine agricole étrangère (s.d.), comité départemental du service social de main-d'œuvre étrangère (1939-1940) (4e division 2e bureau). 1934-1940

1 W 21808 : commission départementale du service social de la main-d'œuvre étrangère : réunions annuelles du comité. 1948-1953, 1955

AD PUY DE DOME

M 10468 : Frais d'hospitalisation au-delà de 90 jours : instructions, frais d'hospitalisation des internés ou hébergés (1943). Étrangers secourus par le Service social d'aide aux émigrants et par le secours quaker. 1943

AD PYRENEES ATLANTIQUES

Préfecture, cabinet du préfet, versements en cours de classement**.** Aide sociale 624. Service social d'aide aux émigrants : projet de mise en place d'un bureau du service dans les Basses-Pyrénées ; procès-verbal de réunion du comité départemental du Service social de la main-d'œuvre étrangère (16 avril 1951) ; congrès annuels des assistants sociaux (1953-1956) ; listes de statistiques portant sur le nombre des réfugiés, leur nationalité, la nature de leurs problèmes ; état du travail du service social de la main-d'œuvre étrangère dans les Basses-Pyrénées (mai 1950-31 mai 1951). 1951-1956

AD SEINE MARITIME

31 J. fonds du service social d'aide aux émigrants. Archives du bureau du département de la Seine-Maritime (21 rue de Crosne, 76000 Rouen). Dossiers constitués sur les immigrants après la Deuxième Guerre Mondiale et déposés par le bureau rouennais de cet organisme à partir de 1978. 116 articles. Communication réservée.§direction départementale du travail et de la main-d'œuvre60 W 419 Commissions diverses, notamment Comité du service social de la main-d'œuvre étrangère : réunions. 1949-1956

AD SOMME

Préfecture, 1e Division, 3e bureau police des étrangers. 19 W 15 : Étrangers toutes nationalités, mais principalement polonaise. Enquêtes sur les familles. Dossier transmis au service social de la main-d'œuvre étrangère et aux émigrants, 391 rue de Vaugirard Paris 15è. Regroupements familiaux. 1945-1947.

AD VIENNE

11 M agriculture M 11/338 : comité interdépartemental du service social de la main-d'œuvre étrangère (Vienne-Deux-Sèvres), anciennement Comité interdépartemental d'aide et de protection des femmes immigrantes employées en agriculture [...]. 1932-1940

AD HAUTE-VIENNE

Préfecture, main-d'œuvre étrangère. 1081 W 226 : Main-d'œuvre étrangère : instructions ; circulaires ; correspondance relative à l'emploi des travailleurs étrangers ; placement de la main-d'œuvre étrangère. Démobilisation des militaires polonais : Commission de "criblage" (la Courtine, 1947). Comité national du service social de la main-d'œuvre étrangère : réunion du 23 février 1940. 1945-1951

AD YONNE

Préfecture, cabinet du préfet

1 W 283. Service social de la main-d'œuvre étrangère : correspondance de la préfecture avec les autorités d'occupation. 1941-1942

146 W sc 21483Affaires étrangères : instructions relatives aux rapports avec les autorités étrangères ; commission d'expulsion des étrangers ; comité départemental du service social de la main-d'œuvre étrangère ; commission départementale de peuplement et d'assimilation. 1946-1949

Orientation bibliographique :

I.– Instruments de recherche

- Patrick VEGLIA et Virginie BEAUJOUAN, *Archives du Service social d'aide aux émigrants (SSAE) déposées au Centre des archives contemporaines de Fontainebleau (Seine-et-Marne). Etat sommaire*, Paris, Association Génériques, 2006.

- Pierre DERAINNE [et alii], *Les étrangers en France. Guide des sources d'archives publiques et privées, XIXe-XXe siècles*, Paris, Association Génériques/Direction des archives de France, 1999, 3 volumes.

II.– Immigration : histoire et politiques

- Jean-Charles BONNET, *Les Pouvoirs publics français et l'immigration dans l'entre-deux-guerres*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1976, 414 p.

- Gérard CHALIAND, Michel JAN, Jean-Pierre RAGEAU (cartographie de Catherine PETIT), *Atlas Historique des Migrations*, Seuil, 1994, 139 p.

- Yves LEQUIN [dir.], *La mosaïque France. Histoire de l'Immigration et des étrangers en France*, Paris, Larousse, 1992, 493 p.

- Gérard NOIRIEL, *Le Creuset français, Histoire de l'Immigration, XIXe -XXe siècle*, Paris, Le Seuil, 1988, 438 p.

- Gérard NOIRIEL, *Réfugiés et Sans–Papiers. La République face au droit d'asile, XIXe-XXe siècles*, 1998, 355 p.

- Ralph SCHOR, *L'Opinion française et les étrangers, 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985, 761 p.
- Ralph SCHOR, *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1998, 377 p.
- Sylvia ULLMO [dir.], *L'Immigration américaine, exemple ou contre-exemple pour la France*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Vincent VIET, *La France Immigrée. Construction d'une politique, 1914-1947*, Paris, Fayard, 1998, 550 p.
- Patrick WEIL, *La France et ses étrangers, l'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Paris, Calmann-Lévy, 1991, 403 p.
- Patrick WEIL, *Qu'est-ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution*, Paris, Bernard Grasset, 2002, 401 p

III.– L'assistance et le travail social : LE SSAE dans son environnement professionnel

A.– Le travail social en France

- « À l'Aube des Savoirs en Service Social, 1920-1940 ».–dans *Vie Sociale*, n°4, 1996, pp.3-99.
- Stéphane ARON, “ Un regard historique sur le service social ”, *Les travailleurs sociaux.– La Revue de l'Économie Sociale*, septembre 1988, pp.5-44.
- Colette BEC , *Assistance et République. Le Social en Actes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1994, 254 p.
- Marcel DAVID, *Les Fondements du social, de la IIIe République à l'heure actuelle*, Paris, Anthropos, 1993, 298 p.
- Jacques DONZELOT, *L'Invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Fayard, 1984, 263 p.
- Armelle MABON, *Les Assistantes sociales au temps de Vichy*, Paris, L'Harmattan, 1995, 170 p.
- *Nous, les assistantes sociales, naissance d'une profession*, témoignages présentés par Yvonne KNIEBIELHER, Paris, Aubier (“ Collection Historique ”), 1980, 383 p.
- Christine RATER-GARCETTE, *La Professionnalisation du Social. Action Sociale, Syndicalisme, Formation, 1880-1920*, Paris, L'Harmattan, 1996, 210 p.
- Mary RICHMOND, *What is Social Case Work ?*, New York, Russel Sage Foundation, 1922, 511 p. Traduit en français : *Les Méthodes nouvelles d'assistance. Le service social des cas individuels*, 1ère éd. 1926 ; 2ème éd. Éditions de l'École Nationale de la Santé Publique, 2002, préface de Brigitte Bouquet.
- “ Le Social aux prises avec l'Histoire ”, *La Question Sociale (3).– Vie Sociale*, N°9-10, novembre-décembre 1991, pp.5-193.
- Janine VERDÈS-LEROUX, *Le Travail social*, Éditions de Minuit (“ Le Sens Commun ”), 1978, 259 p.

B.– Le SSAE : études en sciences sociales

- Brigitte BOUQUET, “ La professionnalisation du service social (1900-1939) : de la naissance dans le creuset philanthropique à l'intégration dans les politiques sociales ”, dans *Philanthropie et Politiques sociales, XIXe-XXe siècles*, Anthropos, 1994, pp. 213-224.
- Jacqueline COSTA-LASCOUX [dir.], *Exil et Travail Social. Les origines du SSAE.– Accueillir*, octobre 1994, 94 p. [La première réflexion historique engagée par le SSAE lui-même dans sa revue interne].
- Simone CRAPUCHET, “ Qui étaient-elles et qui sont-elles ? ”, *Pour une histoire du service social, Jalons et perspectives.– Vie Sociale*, n°8-9, 1987, pp.417-442. [Les élèves des écoles de service social, 1905-1976].
- Sylvie FAYET-SCRIBE, *Associations féminines et catholicisme. De la charité à l'action sociale, XIXe-XXe siècles*, Paris, Éditions Ouvrières, 1999, 211 p.
- Alain GAUTHIER, *Étude sociologique : SSAE de Saône-et-Loire*, rapport de stage, Mâcon, Institut pour la formation professionnelle des travailleurs sociaux, 1977 [conservé aux Archives communales et à la bibliothèque municipale de Chalon-sur-Saône].

- Faïza MAHJOUB-GUELAMINE, *Le Rôle des services sociaux spécialisés dans la gestion pratique et symbolique de l'immigration en France. L'exemple du SSAE et du SSFNA, 1920-1980*, Thèse de doctorat en sociologie sous la direction de Maryse Tripier, Université Paris VII – Denis Diderot, 1997, 340 p.

- Pierre MERLE, “ Le "Service Social" en 1928 : introduction générale à une page d'histoire ”, dans *Colloque sur l'Histoire de la Sécurité Sociale, Strasbourg, 1988*, Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité Sociale 1989, pp.277-289.

- Suzanne ROUX [dir.], *Action sociale et migration. Expérience et méthodes d'un service social spécialisé : le SSAE*, Paris, L’Harmattan, 1997,152 p.

- Camille-Marie SARTHRE, *Le Service Social d'Aide aux Émigrants et les mouvements migratoires, à partir des rapports d'activité (1926-1946)*, DEA de Sciences Sociales, 1969, 52 p.

Auteurs de la description

La description a été élaborée par Julien Mathieu, Thibaud Vigneresse et Quentin Vitart, étudiants en deuxième année de master professionnel Métiers des Archives à l'Université Jean Moulin – Lyon III, sous la direction de Benoît Van Reeth, directeur des Archives départementales du Rhône.

Règles et conventions

Cet instrument de recherche a été élaboré conformément aux recommandations de la norme ISAD (G) : *norme générale et internationale de description archivistique (*seconde édition) et de la norme ISAAR (CPF) : *norme internationale sur les notices d'autorité archivistiques relatives aux collectivités, aux personnes et aux familles (*seconde édition).

Date de la description

Janvier 2007.

Sommaire

99 J 1-10 Le service social d'aide aux émigrants (SSAE) 12

99 J 1 Vie de l'organisation 12

99 J 2-9 Actions spécifiques 12

99 J 10 Documentation, 1979-1983 13

99 J 11-49 Le comité de liaison des organisations du Rhône d'aide aux travailleurs émigrés 13

99 J 11-13 Dossiers chronologiques,1971-1973 13

99 J 14-23 Dossiers thématiques 14

99 J 18-21 Fonctionnement du Comité, 1970-1973 15

99 J 24-34 Actions spécifiques 16

99 J 35-49 Collaboration avec l'ORTF, 1972-1973 17

Répertoire

99 J 1-10 Le service social d'aide aux émigrants (SSAE)

1940-1973

99 J 1 Vie de l'organisation. Historique et rapports d'activité : historique de l'association (1940-1973), procès-verbal de réunion du comité départemental du Rhône (20 mars 1968), rapports d'activité annuels (1941-1970), 1940-1973

99 J 2-9 Actions spécifiques

99 J 2 Fonds de réparation pour les victimes du nazisme, répartition : correspondance,1953-1955

99 J 3 Réfugiés venus de Grèce comme ouvriers agricoles, accueil et aide sociale : correspondance, note du SSAE (06/1953), compte rendu de réunion (05/10/1953), facture et avis de paiement pour l'achat de dictionnaires bilingues (16/07/1953), 1953-1954

99 J 4 Sanatorium de Sainte-Foy-l'Argentière (puis de l'Argentière, à Aveize), placement de réfugiés et aide sociale, 1950-1956

Relations avec le SSAE de Paris : correspondance (1951-1956), comptes rendus de visites communes au sanatorium (1951), circulaire du SSAE parisien aux assistantes sociales départementales [1953], Accords entre l'Organisation internationale pour les réfugiés et l'Association départementale de l'Accueil du Nord, gestionnaire du sanatorium [vers 1950-1951], Accord entre l'Association pour l'établissement des réfugiés étrangers, le SSAE et l'Association départementale de l'Accueil du Nord (1952).

Relations avec l'Association départementale de l'Accueil du Nord : correspondance (1951-1953), comptes rendus de conversations téléphoniques (1951), circulaire sur les conditions d'admission au sanatorium [octobre 1953], invitation adressée à Mlle Vial pour l'inauguration du sanatorium d'Aveize (1953).

Relations avec d'autres bureaux départementaux du SSAE (Bouches-du-Rhône, Drôme, Loire) et avec le service social rural de l'Ain : correspondance (1951-1955).

Relations avec le sanatorium : correspondance avec les médecins directeurs (1951-1956), comptes rendus d'entretiens et de visites (1951-1956), Annonces de permanences, avis d'entrées nominatives (juillet 1956), dossier de demande d'assistance, lettre du président des amis du sanatorium (1953).

Relations avec les assistantes sociales du sanatorium : correspondance, comptes rendus de conversations téléphoniques et de visites (1951-1956).

99 J 5 Réfugiés de Samar, accueil et aide sociale : historique de la situation des réfugiés de Samar, correspondance (dont lettre en anglais, 1951-1956), comptes rendus de conversations téléphoniques et d'entretiens, note sur l'arrivée du " Skaubrye " (paquebot convoyant les réfugiés) d'Australie (1951), fiches nominatives de demandes d'assistance avec avis de paiement, carte de vœux envoyée par les réfugiés pensionnaires de l'Argentière pour remerciement, 1951-1959

99 J 6 Réfugiés de Trieste à Morzine, accueil et aide sociale.- Relations avec le SSAE de Paris : correspondance (1954-1956), rapports et procès-verbaux transmis pour information (1954-1956) ; relations avec les autres partenaires institutionnels : correspondance, comptes rendus de conversations téléphoniques, comptes rendus de visites à Morzine (1955), 1954-1956

99 J 7 Expulsés d'Égypte, accueil et aide sociale : Correspondance et comptes rendus de conversations téléphoniques (1956-1957), note de synthèse sur la situation des Expulsés d'Égypte (19 septembre 1956), 1956-1957

99 J 8 Réfugiés hongrois, accueil et aide sociale, 1956-1960.

Accueil : correspondance, liste des centres (s.d.), conditions d'admission au conservatoire national de musique (17/05/57), " Réflexions sur les nouveaux cas de réfugiés hongrois " supplément au n°24 du périodique " Pourquoi pas ? " (21/01/57), fiches de renseignement vierges, bulletin d'information des Unions Chrétiennes des Jeunes Gens " Chef de file " n°4 (s.d.).

Hébergement et emploi : correspondance, brouillon, comptes rendus de conversation, propositions d'hébergement et d'emploi, questionnaire vierge du SSAE (s.d.).

Placement à la maison d'accueil du jeune ouvrier : correspondance, comptes rendus de conversation téléphonique au sujet des réfugiés hongrois et de leur accueil dans cette structure, note (s.d.), coupure de presse sur le foyer de jeunes Copainville à Troyes (s.d.).

Cours de français : correspondance, bordereau de transmission, notes de travail, comptes rendus de conversation téléphonique et de visite ; aide aux études : correspondance, comptes rendus de conversation téléphonique et de visite ; accueil et aide sociale : correspondance, comptes rendus de conversation, copie de télégramme du ministère de l'Intérieur (27/11/56), compte rendu de réunion du comité départemental d'aide en faveur de la population hongroise (20/11/56), fiches de renseignement vierges, liste des interprètes (12/1956), informations destinées aux hongrois, demande rédigée en français et hongrois en vue d'une admission dans un centre de formation professionnelle de métallurgie (s.d.) ;

99 J 9 Tziganes roumains.- Accueil et aide sociale, organisation : correspondance, bilan statistiques sur l'accueil et l'orientation des familles et isolés roumains/Roms (29 mars 1996), comptes rendus des interventions de M. REYNIERS (ethnologue, maître de conférence à Louvain) sur les tziganes des 10 et 24 janvier 1996, du 22 février 1996 et du 25 juin 1996 ; Documentation : regroupement de 9 rapports, mémoires, articles traitant du sujet « Les tziganes roumains », 1995-1996

99 J 10 Documentation, 1979-1983

Immigration.- Législation, documentation : correspondance, extraits du Journal officiel, projets de loi, communication de Georgina Dufoix au conseil des ministres (16/09/1983), analyse par le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés du projet de loi portant création d'un " contrat de résidence " (11/1979), supplément à la revue de presse " Algérie-Informations " sur les projets de loi concernant l'immigration (08/1979).

99 J 11-49 Le comité de liaison des organisations du Rhône d'aide aux travailleurs émigrés (CLORATE)

1971-1973

99 J 11-13 Dossiers chronologiques,1971-1973

99 J 11 Année 1971.

Correspondance avec le SSAE de Paris (21 mai 1970), rapports, notes et comptes rendus de réunions pour l'année 1971, projet de communiqué de

presse sur la création du CLORATE, projet et règlement intérieur du CLORATE, bilan et objectifs 1970-1972

Documentation : article sur l'accueil des familles étrangères, plan fait main localisant l'association dauphinoise de coopération Franco-algérienne

Immigrés, actions : projet et lettre au Premier ministre Chaban-Delmas (s.d.), lettre du préfet au CLORATE portant sur la circulaire n° 2072 (15/06/1970)

Élections : questionnaire aux candidats aux fonctions municipales dans le Rhône, questionnaire " objectifs 71-72 " adressé aux associations adhérentes .

99 J 12 Année 1972.

Création et statuts du CLORATE : lettre au préfet annonçant la création du CLORATE (23-25 février 1972), liste des associations, statuts, bilan de l'assemblée générale du 29/11/1972, correspondance et compte rendus de réunions concernant les élections du président et du bureau (septembre 1972), conversation téléphonique avec M.Mangeot concernant une subvention accordée au CLORATE (05/10/1972), une note interne sur la modification des statuts du CLORATE (15/02/1972), bilan et objectifs (1972-1973)

Logements des travailleurs étrangers : réunion du conseil (février1972), réunion plénière du comité (avril 1972), assemblée générale (novembre 1972) (notamment sur la question des cités transits, la circulaire Fontanet, et diverses questions)

Alphabétisation des étrangers : note de l'IRFED à la demande du ministère de l'éducation nationale (1972)

Interprètes dans les hôpitaux : lettre à M. Veyret, directeur des Hospices civils de Lyon (avril 1972)

Expulsion d'un prêtre mauricien : notes sur des rencontres avec M. Vernier (Cimade), et M. GAT (préfecture)

Collaboration avec l'ORTF : demande de l'ORTF au CLORATE de participer à la création d'émissions de renseignements destinées aux travailleurs étrangers (février 1972), liste des membres de la commission ORTF.

99 J 13 Année 1973.

Comptes rendus de réunions (février-mars 1973), conversation téléphonique avec M. Mangeot sur le projet ORTF, lettre à l'assurance maladie (s.d.), lettre au ministre du travail de l'emploi et de la population (s.d.), communiqué de presse sur la circulaire Fontanet, compte CCP CLORATE à la poste de Lyon Saint-Jean (20 février 1973)

Démissions : correspondance et réunions des associations membres du CLORATE aboutissant à la démission entre le 18 septembre et le 6 décembre 1973 de la quasi-totalité des associations

Dissolution : vote des statuts du CLORATE (mars 1972), statuts, convocation et compte rendu d' une AG extraordinaire le 23 octobre 1973 (abouti au maintien du CLORATE à une voix près), compte rendu de l'AG ordinaire du 6 juin 1973 (abouti à la dissolution du CLORATE), correspondance pour l'attribution du patrimoine à la Croix Rouge, lettre au préfet, lettre au directeur du CCP (mars 1974), acte de fondation et avis de dissolution envoyé à l'INSEE.

99 J 14-23 Dossiers thématiques

99 J 14-17 Constitution du comité,1969-1972

99 J 14 Projet de création : correspondance entre associations (octobre 1965), conclusions et comptes rendus de réunions à la « chronique des organismes s'occupant d'étrangers » entre le 4 novembre 1965 et le 25 novembre 1969.

Création : rapport d'une réunion à la maison du travailleur étranger (25/11/1969), décisions de plusieurs associations de créer le CLORATE, comptes rendus de réunions à la CIMADE (10/03 et 07/04/1970), communiqué de presse du 04/03/1970 annonçant la fondation du CLORATE, comptes rendus de réunions sur un projet de règlement intérieur (14/04 et 08/05/1970), liste d'adresses des associations du CLORATE (1965-1970).

99 J 15 Organisations œuvrant en faveur des migrants, renseignement : correspondance, notes de présentation sur l'Institut de Recherche et de Formation en du Développement, sur Libre Information sur le Volontariat en Europe en 1972, sur l'Accueil en Gare, sur l'Association de Coopération Franco-Algérienne du Lyonnais, sur le Centre Social de la Saulaie, sur le Comité de Coordination en faveur des migrants, liste fournie par la préfecture de région sur les organisations œuvrant en faveur des migrants dans la région (1969-1972).

99 J 16 Statuts, rédaction : correspondance, brouillon, différentes versions des statuts, projet de règlement intérieur, note sur les remarques de l'ACFAL (11/11/1971), statuts de l'Office dauphinois des travailleurs émigrés (s.d.) photocopie de déclaration non complétée à la préfecture (s.d.), ordre du jour d'une réunion des représentants d'associations travaillant avec les migrants de la région lyonnaise, liste des délégués d'association au conseil de direction (s.d.), extrait du Journal officiel portant déclaration du CLORATE, déclaration d'association (23/03/1972).

99 J 17 Organisation, référencement : correspondance, listes des organisations membres du CLORATE (1970-1971).

99 J 18-21 Fonctionnement du Comité, 1970-1973

99 J 18 Assemblées générales : ordres du jour, notes préparatoires et procès-verbaux des assemblées (1970-1973)

99 J 19 Conseils d'administration : comptes-rendus et ordres du jour de réunions du conseil d'administration, brouillon (1970-1972).

99 J 20 Documents du président Yves Guibert : correspondance, liste annotée des associations membres du CLORATE, historique des immeubles Simon rue Olivier de Serres résumant les problèmes des rapatriés et résidents algériens (s.d.), tract de la Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme (07/02/1972), notes personnelles (1971-1972).

99 J 21 Questionnaires. Bilan et objectifs pour 1971-1972, discussion : lettre de M. Rouel du centre social de la Saulaie à Yves Guibert président du CLORATE (22/12/1971), questionnaires remplis par les membres du CLORATE sur les objectifs 1972 avec récapitulatif des résultats (s.d.), propositions d'actions pour 1971 et 1972 (s.d.), « le profil du Comité de liaison en cas d'accord tripartite » (s.d.), autocritique pour 1970 et 1971 (s.d.), bilan de activités du 23/06/70 au 01/09/71 (20/10/1971).

99 J 22-23 Gestion pratique, 1971-1974

99 J 22 Finances.

Comptabilité : correspondance, notes de frais et dépenses à prévoir, compte rendu financier pour 1971, budget 1972 et au 23 octobre et 6 décembre 1973, prévisions budgétaires 1973-1974 ; Documentation URSSAF : notice explicative de déclaration annuelle des salaires, circulaires d'informations de l'URSSAF, notice de déclaration d'emploi d'un travailleur, taxe sur les salaires ; Déclaration URSSAF : correspondance avec l'URSSAF (1972-1973), récapitulatif des cotisations (1973-1974), extrait de compte URSSAF (1973-1974), déclaration des salaires et autres rémunérations (1973), avis d'attribution du numéro d'immatriculation INSEE, bordereau - avis de versement (1974).

Subventions : lettre du président Yves Guibert à mademoiselle Vial concernant les possibilités de subventions, brouillon, notes personnelles.

99 J 23 Locaux, gestion : correspondance avec le directeur de la Maison du Travailleur étranger (projet de siège pour le CLORATE, 1972), correspondance avec le directeur général des Hospices civils de Lyon (pool d'interprètes, 1972).

99 J 24-34 Actions spécifiques

99 J 24-27 Communication, 1970-1971

99 J 24 Lettre au Premier ministre Jacques Chaban-Delmas : deux versions de la lettre, liste des corrections proposées, réponse de Jacques Delors son conseiller (1970-1971).

99 J 25 Candidats aux élections municipales de 1971, interpellation : correspondance, questionnaires et lettres de présentation adressés aux candidats aux élections municipales de 1971 (1970-1971).

99 J 26 Mutation de M. GAT (chargé de mission) et menace de fermeture du service de liaison et de promotion des migrants de la préfecture du Rhône : correspondance avec la préfecture (décembre 1970), lettres de mademoiselle Vial (secrétaire du SSAE et du CLORATE) aux assistantes sociales de la région (décembre 1970).

99 J 27 Presse, interpellation : notes à la presse sur l'activité du CLORATE (s.d.), brouillons, projets de communiqués, communiqués, deux coupures de presse sur les objectifs du CLORATE (1970-1971).

99 J 28-34 Travailleurs émigrés, 1970-1973

99 J 28-30 Problèmes juridiques, 1970-1972

99 J 28 Statut juridique des travailleurs émigrés, étude : projet de statut juridique du travailleur émigré (s.d.), notes de travail de la commission Statut juridique du CLORATE, extrait du Journal Officiel des débats de l'Assemblée nationale sur l'emploi des travailleurs immigrés (18/07/70), projet de convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant (1970-1972).

99 J 29 Action contre les procédures de délivrances de titres de séjours et de travail : brouillons et lettre au ministre du Travail (avril 1973), lettre au chargé de mission du service de liaison et de promotion des migrants de la préfecture du Rhône (avril 1973), note à la presse (s.d.) et liste d'adresses (mars-octobre 1972), 1972-1973.

99 J 30 Action contre les expulsions : projets de lettre au préfet (1972).

99 J 31-34 Insertion des travailleurs émigrés, 1970-1973

99 J 31 Logement des travailleurs étrangers, réflexion : essentiellement des notes et des comptes rendus de réunions, une lettre adressée au Premier ministre (Chaban-Delmas) et des rapports de rencontres avec le préfet (04/12/1970) et M. Gat de la préfecture (24/09/1970) présentant la situation problématique des travailleurs immigrés en matière de logement.

99 J 32 Interprètes aux Hospices civils de Lyon, mise en place : note sur le nombre d'étrangers hospitalisés aux hospices en 1971, lettre à M. Veyret (DG des hospices civils de Lyon) (12 avril 1972), correspondance avec les hospices civils de Lyon, lettre annonçant la création de groupe d'interprètes par une association parisienne, circulaire de la Cimade en vue de la création d'inter - service migrant sur Lyon, brochure publicitaire, un projet de lettre au préfet isolé sur le problème de l'expulsion des étrangers.

99 J 33 Interventions auprès de l'Éducation Nationale, Action pour la création de classes d'initiation au français pour les fils d'immigrés : lettre à l'inspecteur d'académie (1971) ; Action pour l'obtention de bourses d'études pour les enfants de travailleurs immigrés : lettre au ministre de l'Éducation nationale (février 1973), lettres au chargé de mission du

service de liaison et de promotion des migrants de la préfecture du Rhône (février 1973)

99 J 34 Alphabétisation, promotion : notes de travail, bulletin d'information Alphabétisation et Promotion (08/12/1971), lexique (s.d.), listes des cours l'Association de Coopération Franco-Algérienne du Lyonnais (s.d.), bulletins d'inscriptions de l'Association de Coopération Franco-Algérienne du Lyonnais (s.d.), liste des centres d'alphabétisation de la région lyonnaise (s.d.), tract pour une campagne internationale pour l'alphabétisation (s.d.), correspondance.

99 J 35-49 Collaboration avec l'ORTF, 1972-1973

99 J 35-36 Commission ORTF du CLORATE, 1972-1973

99 J 35 Vie de la commission : liste des membres (s.d. et 1972-1973), procès-verbaux de réunion (mars 1972-avril 1973), liste des traducteurs interprètes (octobre 1972), Note interne (1972), correspondance avec les associations adhérentes, les membres et les traducteurs interprètes (dont lettre circulaire relative à la dissolution du CLORATE et au projet de transfert au FASTI de l'organisation des émissions) (1972-1973), traductions, textes et projets de textes pour les émissions (s.d. et 1972-1973) ; relations avec l'ORTF : comptes rendus de conversations téléphoniques, d'entretiens et d'enregistrements des émissions (juin 1972-juin 1973) ; relations avec d'autres partenaires institutionnels (consulats, préfecture) et médiatiques (radios, journaux) : correspondance, communiqués, listes d'adresses, coupures de presse (juin-octobre 1973), lettres d'avis et de candidatures adressées par des étudiants ou travailleurs italiens et turcs (1973).

99 J 36 Relations avec d'autres organisations : correspondance entre les associations à propos d'un stage et des émissions destinées aux immigrés (1972-1974), horaires des émissions de l'ORTF, envois d'exemplaires des textes des émissions de radio en langue française (avril 1974), texte, sujet et toutes modifications (horaires) concernant les émissions de l'ORTF, notes au sujet des émissions mises en place sur France Culture, appel à témoins de travailleurs étrangers pour les émissions, lettre et affichette annonçant la diffusion (août 1974), bordereau de transmission, comptes rendus d'entretiens et de conversations téléphoniques (1972), bulletin de la section italienne de l'ORTF (1971-1972), interview (en italien) de Mlle Koechlin responsable du SSAE de Paris) (s.d.)

99 J 37-49 Séries d'émissions, 1972-1973

99 J 37 Généralités sur les six premières émissions, 1972-1973.

99 J 38-49 Dossiers d'émissions regroupés par série (textes de présentation en français, textes pour chacune des langues : arabe, espagnol, italien, serbo-croate, turc), octobre 1972-décembre 1973.

99 J 38 Première série : 20/10-10/11/1972.

99 J 39 Deuxième série : 17/11-08/12/1972.

99 J 40 Troisième série : 15/12/1972-05/01/1973.

99 J 41 Quatrième série : 12/01-02/02/1973.

99 J 42 Septième série : 06/04-27/04/1973.

99 J 43 Huitième série : 04/05-25/05/1973.

99 J 44 Neuvième série : 01/06-22/06/1973.

99 J 45 Dixième série : 29/06-27/07/1973.

99 J 46 Onzième série : 07/09-28/09/1973.

99 J 47 Douzième série : 07/10-28/10/1973.

99 J 48 Treizième série : 04/11-25/11/1973.

99 J 49 Quatorzième série : 02/12-30/12/1973.